

RAPPORT

**sur l'activité de l'Autorité de surveillance en matière de protection
des données pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007**

BERICHT

**über die Tätigkeit der kantonalen Aufsichtsbehörde für Datenschutz
vom 1. Januar bis 31. Dezember 2007**

AU GRAND CONSEIL
DU CANTON DE FRIBOURG

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Député-es,

Conformément à l'art. 30 al. 3 de la loi cantonale sur la protection des données (LPrD), nous avons l'honneur de vous adresser notre douzième rapport sur l'activité de l'Autorité de surveillance en matière de protection des données pour l'année 2007.

Après un bref rappel de quelques généralités concernant les bases de fonctionnement de notre Autorité (I.), il convient de distinguer les activités de la Commission proprement dite (II.) et celles de la Préposée (III.), les tâches étant quelque peu différentes (art. 30 et 31 LPrD). Nous concluons avec quelques remarques finales (IV.).

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Député-es, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, avril 2008

Le Président de la Commission

La Préposée

J. Frölicher

D. Nouveau Stoffel

**AN DEN GROSSEN RAT
DES KANTONS FREIBURG**

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir unterbreiten Ihnen hiermit gemäss Artikel 30 Abs. 3 des kantonalen Gesetzes über den Datenschutz (DSchG) den zwölften Tätigkeitsbericht der Aufsichtsbehörde für Datenschutz für das Jahr 2007.

Nach einem kurzen Überblick über die allgemeinen Grundlagen für die Arbeit unserer Behörde (I.) gehen wir im Besonderen auf die Tätigkeiten der Datenschutzkommission (II.) und diejenigen der Datenschutzbeauftragten (III.) ein, die für unterschiedliche Aufgaben zuständig sind (Art. 30 und 31 DSchG), und schliessen mit einigen Schlussbemerkungen ab (IV.).

Mit vorzüglicher Hochachtung.

Freiburg, April 2008

Der Präsident der Kommission

J. Frölicher

Die Datenschutzbeauftragte

D. Nouveau Stoffel

TABLE DES MATIERES

I.	BASE LEGALE, TÂCHES ET ORGANISATION DE L'AUTORITE	7
1.	En général	7
2.	Relations avec le public	7
3.	Organisation	8
3.1.	Commission cantonale de surveillance	8
3.2.	Préposée	8
3.3.	Communes	8
3.4.	Rapports avec le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence et avec l'Association des commissaires suisses à la protection des données privatim	9
II.	ACTIVITES PRINCIPALES DE LA COMMISSION	9
1.	Prises de position, en particulier sur des projets législatifs	9
1.1.	En général	9
1.2.	Quelques exemples de prises de position particulières	11
1.2.1.	<i>Projet de convention relative à l'organisation de l'enseignement religieux dans les écoles de la scolarité obligatoire</i>	11
1.2.2.	<i>Avant-projet de règlement de modification du règlement d'exécution de la loi sur les affaires culturelles</i>	11
1.2.3.	<i>Avant-projet de loi sur l'information et l'accès aux documents</i>	11
1.2.4.	<i>Avant-projet d'ordonnance concernant la surveillance de la correspondance par télécommunication pour retrouver une personne disparue</i>	12
1.2.5.	<i>Avant-projet de loi sur les bourses et les prêts d'études</i>	12
1.2.6.	<i>Avant-projet de loi modifiant la loi sur la protection des données</i>	12
2.	Protection des données et tâches étatiques de contrôle	12
3.	Sécurité et contrôles	12
4.	Autres activités	13
III.	ACTIVITES PRINCIPALES DE LA PREPOSEE	14
1.	Statistiques et appréciation générale	14
2.	Conseils et avis fournis aux autorités	14
2.1.	Généralités	14
2.2.	Avis et renseignements	15
3.	Exemples de réponses/d'avis rendus par la Préposée	15
3.1.	Communication des listes des électeurs-trices et votants-es aux partis politiques	15
3.2.	Publication des élèves par classe dans le bulletin communal	15
3.3.	Prise de photos de personnes handicapées à des fins internes (album de groupe, dossier pédagogique)	16
3.4.	Communication d'informations à la Justice de paix	16
3.5.	Questionnaire concernant le domicile fiscal intercantonal	16
3.6.	Publications des décrets de naturalisation sur internet suite à une diffusion par l'Etat de Fribourg	16
4.	Travaux pour la Commission	17
5.	Registre des fichiers « ReFi »	17
IV.	REMARQUES FINALES	17
	ANNEXE : statistiques 2007	19

INHALT

I.	GESETZLICHE GRUNDLAGEN, AUFGABEN UND ORGANISATION DER AUFSICHTSBEHÖRDE	21
1.	Allgemeines	21
2.	Öffentlichkeitsarbeit	22
3.	Organisation	22
3.1.	Kantonale Aufsichtskommission	22
3.2.	Datenschutzbeauftragte	22
3.3.	Gemeinden	22
3.4.	Beziehungen zum Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten und zum Verein der Schweizerischen Datenschutzbeauftragten privatim	23
II.	HAUPTTÄTIGKEITEN DER KOMMISSION	23
1.	Stellungnahmen insbesondere zu Erlassentwürfen	23
1.1.	Im Allgemeinen	23
1.2.	Einige Beispiele von Stellungnahmen	25
1.2.1.	<i>Entwurf einer Vereinbarung über die Organisation des Religionsunterrichts in der obligatorischen Schule</i>	25
1.2.2.	<i>Vorentwurf des Reglements zur Änderung des Ausführungsreglements zum Gesetz über die kulturellen Angelegenheiten</i>	25
1.2.3.	<i>Vorentwurf des Gesetzes über die Information und den Zugang zu Dokumenten</i>	25
1.2.4.	<i>Vorentwurf einer Verordnung über die Überwachung des Fernmelde- verkehrs zur Suche vermisster Personen</i>	26
1.2.5.	<i>Vorentwurf des Gesetzes über die Stipendien und Studiendarlehen</i>	26
1.2.6.	<i>Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über den Datenschutz</i>	26
2.	Datenschutz und staatliche Kontrollaufgaben	26
3.	Sicherheit und Kontrollen	27
4.	Weitere Tätigkeiten	27
III.	HAUPTAKTIVITÄTEN DER DATENSCHUTZBEAUFTRAGTEN	28
1.	Statistiken und Gesamtbeurteilung	28
2.	Beratung der Behörden und Stellungnahmen	28
2.1.	Allgemeines	28
2.2.	Stellungnahmen und Auskünfte	29
3.	Beispiele von Antworten/Stellungnahmen der Datenschutzbeauftragten	30
3.1.	Weitergabe von Wähler- und Abstimmungslisten an politische Parteien	30
3.2.	Veröffentlichung der Schüler der einzelnen Klassen im Gemeindeblatt	30
3.3.	Fotografieren von Behinderten zu internen Zwecken (Gruppenalbum, pädagogisches Dossier)	30
3.4.	Weitergabe von Informationen an das Friedensgericht	30
3.5.	Fragebogen zum interkantonalen steuerrechtlichen Wohnsitz	31
3.6.	Veröffentlichung der Einbürgerungsdekrete auf dem Internet	31
4.	Arbeiten für die Kommission	31
5.	Register der Datensammlungen «ReFi»	31
IV.	SCHLUSSBEMERKUNGEN	32
	ANHANG: Statistiken 2007	33

I. BASE LEGALE, TÂCHES ET ORGANISATION DE L'AUTORITE

1. En général

La loi fribourgeoise sur la protection des données (LPrD) vise à protéger les **droits fondamentaux** des administrés lorsque des organes publics du canton traitent des données à leur sujet. La Loi fédérale sur la protection des données (LPD) quant à elle, s'applique au traitement des données par des organes publics fédéraux ou des personnes privées.

La surveillance de la protection des données dans le canton est assurée par une **Autorité** cantonale, formée d'une Commission et d'un(e) Préposé(e).

En vertu de l'art. 30 LPrD, la **Commission** a notamment les tâches suivantes :

- diriger l'activité de la Préposée;
- donner son avis sur les projets d'actes législatifs touchant à la protection des données ainsi que dans les cas prévus par la loi;
- inviter l'autorité compétente à prendre les mesures nécessaires, en cas de violation ou de risque de violation de prescriptions légales;
- exercer la haute surveillance sur les autorités communales de surveillance, dont elle reçoit le rapport d'activité.

Conformément à l'art. 31 LPrD, la **Préposée** a pour l'essentiel les tâches suivantes :

- contrôler l'application de la législation relative à la protection des données, notamment en procédant systématiquement à des vérifications auprès des organes concernés;
- conseiller les organes concernés, notamment lors de l'étude de projets de traitement;
- renseigner les personnes concernées sur leurs droits;
- exécuter les travaux qui lui sont confiés par la Commission;
- tenir le registre des fichiers (art. 21 al. 3 LPrD).

La loi ne répartit pas de manière stricte les tâches de surveillance entre la Commission et la Préposée. Comme jusqu'ici (cf. les rapports annuels précédents), la Commission s'est réservé les tâches liées à des affaires de caractère **législatif** et les dossiers dans lesquels il importe de définir une **politique générale** de protection des données; la Commission considère que cette pratique est satisfaisante, moyennant les aménagements nécessaires dans des cas concrets.

Finalement, il importe de rappeler que le législateur n'a accordé aucun pouvoir de **décision** à l'Autorité de surveillance; ce pouvoir appartient aux autorités administratives; le citoyen qui entend s'en plaindre peut recourir devant les juridictions administratives ordinaires. Cette situation est en cours de modification (cf. ci-dessous IV Remarques finales).

2. Relations avec le public

L'art. 30 al. 3 LPrD statue que la Commission peut, dans la mesure où l'intérêt général le justifie, **informer** le public de ses constatations. La Commission a toujours utilisé cette

compétence avec circonspection de façon à ne pas dévaloriser l'impact de cette mesure. En 2007, l'Autorité a tenu sa traditionnelle conférence de presse et a répondu à l'une ou l'autre occasion à des journalistes, notamment en matière de vente d'adresses des contrôles des habitants, questionnaire en matière de domicile fiscal.

Le **site** propre de l'Autorité de surveillance en matière de protection des données du canton www.fr.ch/sprd connaît une bonne fréquentation. La fréquentation moyenne était de 4522 sessions par mois.

3. Organisation

3.1. Commission cantonale de surveillance

Durant l'année 2007, la Commission était présidée par Mme *Alexandra Rumo-Jungo* Professeure de droit privé à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg. Les autres membres de la Commission sont les personnes suivantes : M. *Joseph Eigenmann*, médecin, à Corminboeuf; M. *Johannes Frölicher*, à Fribourg, juge au Tribunal administratif fédéral (dès le 1^{er} janvier 2008, il succédera à Mme Rumo-Jungo comme nouveau président de la Commission). M. *Philippe Gehring*, ingénieur en informatique EPFL, à Villars-sur-Glâne et Mme *Catherine Yesil-Huguenot*, juriste, à Estavayer-le-Gibloux.

La Commission a tenu 9 séances pendant l'année 2007. Un procès-verbal détaillé fait état des délibérations et des décisions prises par la Commission. Mme *Lydia Oberson*, juriste, a tenu les procès-verbaux.

Hors séances, la Présidente a assuré le suivi des dossiers, la correspondance, les discussions avec la Préposée de quelque 60 heures sur l'ensemble de l'année.

3.2. Préposée

La Préposée travaille à mi-temps; il en va de même de la secrétaire.

Durant l'année, l'Autorité a pu bénéficier de l'aide d'une stagiaire juriste, à temps partiel, pour les travaux nécessitant des recherches juridiques (instruction des dossiers, préparation d'avis, élaboration d'aide-mémoire), ainsi que pour la mise en œuvre du nouveau logiciel de déclaration des fichiers ReFi. Un stagiaire juriste supplémentaire a également travaillé durant trois mois auprès de l'Autorité.

3.3. Communes

En vertu de l'art. 29 al. 2 LPrD, les communes peuvent instituer leur propre autorité de surveillance. La Commission cantonale n'exerce alors plus qu'une haute surveillance sur ces autorités communales dont elle reçoit les rapports d'activité.

Depuis plusieurs années, les communes de *Bulle*, *Fribourg*, *Marly* et *Villars-sur-Glâne* ont institué leur propre autorité de surveillance sur la base d'un règlement à l'élaboration duquel l'Autorité cantonale a participé activement. Ces règlements communaux doivent garantir

l'**indépendance** de l'Autorité communale par rapport à l'administration communale et à l'exécutif communal.

Au moment de rédiger le présent rapport annuel, la Commission cantonale a reçu pour l'année 2007 les rapports des quatre communes précitées. Ils satisfont aux exigences de la LPrD et l'Autorité cantonale remercie toutes les personnes qui ont accepté de s'engager dans les divers organes communaux mis en place.

3.4. Rapports avec le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence et avec l'Association des commissaires suisses à la protection des données privatim

Dans un souci de coordination et d'efficacité, la Préposée s'attache à collaborer avec le **Préposé fédéral** à la protection des données et à la transparence (PFPDT) et avec les autorités en la matière dans les autres cantons. Elle a fait partie du Bureau de l'Association des commissaires suisses à la protection des données **privatim** (<http://www.privatim.ch>) de 1994 jusqu'à juin 2007. Elle s'est résolue, pour des raisons de surcharge, à renoncer à cette activité. Cette décision l'a malheureusement coupée de sources d'informations précieuses.

- La Préposée a des contacts formels ou informels avec le Préposé fédéral, par ex. sur les accords de Schengen-Dublin, la sécurité des données, la communication aux caisses maladie, le secret de fonction dans le domaine de l'AI, les numéros de téléphone des collaborateurs-trices de la fonction publique.
- Sur des questions générales d'importance internationale, nationale ou intercantonale, la Préposée a apporté sa collaboration et pu profiter des travaux effectués dans le cadre de privatim. Le président actuel est le Préposé à la protection des données du canton de Zurich. L'assemblée générale du printemps a eu lieu à Lucerne sur le thème de la surveillance vidéo; celle d'automne s'est passée à Soleure sur les questions relatives à l'influence des accords de Schengen-Dublin sur les droits des citoyennes et citoyens.

II. ACTIVITES PRINCIPALES DE LA COMMISSION

1. Prises de position, en particulier sur des projets législatifs

1.1. En général

La Commission s'est prononcée sur les différents projets législatifs de la Confédération et du canton.

- Divers projets transmis par le **canton** et la **Confédération** :
 - avant-projet de loi adaptant certaines dispositions de la législation cantonale à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons;
 - ordonnances dans le droit des étrangers – le droit d'asile;
 - avant-projet de loi sur les bourses et prêts d'études;
 - avant-projet de loi cantonale sur la formation professionnelle initiale et continue;

- avant-projet de loi modifiant la loi sur la protection des données;
 - rapport final et projet de loi relatifs à l'introduction d'une 2ème année d'école enfantine;
 - planification hospitalière du canton de Fribourg;
 - avant-projet de loi abrogeant la loi d'application de la législation fédérale sur la taxe d'exemption du service militaire et projet d'ordonnance concernant la taxe d'exemption de l'obligation de servir;
 - projet d'ordonnance concernant le Service de probation;
 - nouvelle politique régionale : avant-projet de loi modifiant la loi sur la promotion économique (LPEc) du 3 octobre 1996;
 - projet de convention relative à l'organisation de l'enseignement religieux dans les écoles de la scolarité obligatoire;
 - modification LPBC (RPT) – avant-projet de loi adaptant la loi du 7 novembre 1991 sur la protection des biens culturels à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons;
 - avant-projet de modification du règlement du 14 août 1992 d'exécution de la loi sur les affaires culturelles (ReLAC);
 - registre des tumeurs;
 - avant-projet de loi d'application de la loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays (LALAP);
 - avant-projet de loi concernant la gestion par prestations;
 - avant-projet de loi sur la protection de la population.
- **Autres projets particuliers :**
 - lutte contre la délinquance juvénile;
 - convention entre hôpitaux psychiatriques fribourgeois concernant la communication systématique du diagnostic sommaire aux médecins conseils;
 - mise sur pied de dispositions législatives Schengen-Dublin;
 - règlement d'utilisation (art. 21 Règlement sur la sécurité des données personnelles RSD) ;
 - procédure d'appel.

De manière générale, l'Autorité de surveillance a constaté que la protection des données est en principe **prise en compte** par le législateur cantonal et les projets législatifs lui sont normalement communiqués. La Commission reçoit également d'autres projets relativement éloignés de la protection des données; elle se limite alors à une prise de position ponctuelle. Elle estime cependant très important qu'elle soit informée et consultée largement car les projets de loi dans les domaines les plus divers ont souvent une influence sur les solutions que la Commission ou la Préposée préconise dans d'autres dossiers; en outre, il est nécessaire que l'Autorité de surveillance soit au courant de l'évolution législative générale dans le canton. De surcroît la Commission a donné son avis sur différents sujets en dehors de la procédure législative « ordinaire ». La Commission se prononce le plus souvent à la demande de la Préposée ou suite à des interpellations concrètes de la part des personnes et/ou autorités intéressées, par ex. dans le cas du nouveau logiciel de la Corporation ecclésiastique catholique, du questionnaire sur le domicile fiscal, des dossiers informatisés des résidents.

1.2. Quelques exemples de prises de position particulières

1.2.1. *Projet de convention relative à l'organisation de l'enseignement religieux dans les écoles de la scolarité obligatoire*

La Commission s'est demandée si des listes d'élèves suivant l'enseignement religieux (avec leur confession ou la mention « sans confession ») et des listes de ceux qui ne suivent pas l'enseignement religieux (avec les mêmes mentions) étaient établies, par qui elles le sont et à qui elles sont communiquées. Si de telles listes existent, des **bases légales** sont nécessaires pour leur tenue et le traitement qui en est fait, ce d'autant plus qu'il s'agit de données sensibles pour lesquelles s'applique un devoir de diligence accru (art. 3 let. c ch. 1 et art. 8 LPrD). Finalement, la Commission a suggéré qu'en ce qui concerne les attestations du suivi et du comportement au cours, les annotations ne doivent pas figurer dans le carnet scolaire lui-même mais faire l'objet d'un *document séparé* afin d'éviter des atteintes à la personnalité.

1.2.2. *Avant-projet de règlement de modification du règlement d'exécution de la loi sur les affaires culturelles*

La Commission a une fois de plus souligné qu'il ne suffit pas d'introduire dans une disposition une exigence générale selon laquelle le requérant doit fournir tous les *renseignements et pièces justificatives*. Ces notions sont trop vagues, surtout au niveau réglementaire. Elles doivent être **précisées** en fixant au moins les catégories de données personnelles visées et en indiquant que les renseignements et les pièces justificatives doivent être en relation avec le but de la demande et de la subvention.

1.2.3. *Avant-projet de loi sur l'information et l'accès aux documents*

La Commission a rendu attentif au fait que, dès que des informations sont mises sur internet, elles sont « aspirées » par les **moteurs de recherche**, tels que Google. Le fait de retirer ces informations ultérieurement du site n'entraîne pas leur disparition du Web. Dès lors, la loi devra être *complétée* par des dispositions précisant exactement ce qui peut être mis sur internet. En attendant ces dispositions et dans le respect de l'art. 17 de la Loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données, LPrD (responsabilité de l'organe public), la Commission a recommandé la plus grande prudence sur ce qui est mis sur internet et de procéder à ces choix préalables aux publications.

En ce qui concerne la **composition** de la Commission cantonale de la transparence et de la protection des données, la Commission a proposé de garder la composition actuelle, c'est-à-dire de *5 membres* pour des raisons d'efficacité. Si cela devait ne pas convenir, elle a suggéré de garder la Commission avec 5 membres pour la protection des données et de prévoir une *seconde composition de la Commission pour la transparence*.

Finalement, la Commission a souhaité pouvoir, le cas échéant, se doter d'un **règlement interne** sur son fonctionnement afin d'éviter les problèmes que cette organisation pourrait entraîner sous l'angle de la protection des données.

1.2.4. Avant-projet d'ordonnance concernant la surveillance de la correspondance par télécommunication pour retrouver une personne disparue

La Commission n'a pas eu d'objection sur le fait de confier la compétence à la Police cantonale pour ordonner la **surveillance de la correspondance par télécommunication**, en dehors d'une procédure pénale, pour retrouver une personne disparue. Cependant, elle a souhaité rendre attentif aux règles de la législation fédérale sur le traitement des données, en particulier concernant l'utilisation et la destruction des informations. Notamment, elle a souligné que la *destruction complète doit être garantie*, qu'une reconstitution des données doit être impossible et qu'une réutilisation à des fins de police, non prévue par les dispositions légales, doit être exclue dans une réglementation claire (par ex. dans une ordonnance ou un règlement interne de la Police).

1.2.5. Avant-projet de loi sur les bourses et les prêts d'études

La Commission a attiré l'attention sur le fait que la loi devrait **préciser les données de l'avis de taxation** nécessaires à l'accomplissement de la tâche (principe de proportionnalité) ou à tout le moins les catégories de données nécessaires. Ainsi les parents pourront limiter la transmission ou caviarder les données qu'ils souhaiteraient ne pas transmettre. Ensuite, la Commission a relevé que des informations peuvent être obtenues uniquement des *parents qui sont astreints* à une obligation d'entretien envers le requérant.

1.2.6. Avant-projet de loi modifiant la loi sur la protection des données

La Commission a relevé que les flux d'informations à l'étranger seront difficiles à contrôler et que cette tâche nécessitera des moyens suffisants. Concernant ses recommandations et afin de rendre son travail efficace et gérable, la Commission a émis l'avis qu'il faudrait que les organes publics informent l'Autorité de la suite donnée à ces recommandations, notamment le contenu, les délais prévus et les mesures prises.

2. Protection des données et tâches étatiques de contrôle

La **procédure** que la Préposée doit respecter lorsqu'elle est interpellée et qu'on lui demande son avis (art. 31 a. 2 lit. b et c LPrD) est satisfaisante en matière d'interventions. Le fonctionnement reste cependant **informel** puisqu'il n'existe pas de règles édictées à cet effet. Il suit le schéma suivant. La Préposée sollicite dans la mesure du possible des renseignements à l'organe public cantonal ou communal. Elle recourt si possible systématiquement aux personnes de contact en matière de protection des données, même si parfois ces personnes sont impliquées dans certains dossiers ou projets, voire sont chargées par la hiérarchie administrative d'en assurer le succès. Ce procédé, auquel la Préposée a eu l'occasion de recourir de façon réitérée, permet une meilleure intégration des différents avis en présence et une rationalisation du travail.

3. Sécurité et contrôles

En 2007, deux contrôles et quatre inspections ont été effectués (art. 31 al. 2 let. a LPrD).

- Deux contrôles, de grande envergure, ont porté sur le **fonctionnement concret** en matière de protection des données d'une commune alémanique et d'une école. Ils ont concerné l'ensemble du fonctionnement de ces deux organes publics. Un questionnaire a été rempli avec les représentants de la commune, respectivement de la direction du collège et des collaborateurs choisis. Ces personnes y ont répondu au cours d'un entretien avec des responsables de l'entreprise mandatée, accompagnée d'une collaboratrice chargée du procès-verbal, et en présence de la Préposée. Ceci a abouti à des rapports contenant des recommandations à l'attention des organes concernés. Ces contrôles ont mis en évidence des aspects qui méritaient d'être réexaminés, modifiés ou améliorés. Un suivi devra être effectué pour vérifier la mise en œuvre des recommandations.
- Trois inspections ont été effectuées par la Préposée sur un **registre de données sensibles**, sur la **tenue de documents** concernant les collaborateurs et les collaboratrices de l'Etat ainsi que sur la **collecte de données sensibles**. Elles ont entraîné dans deux cas des modifications dans la pratique.
- Le précédent rapport d'activité informait que la Préposée avait effectué une inspection d'installations de **surveillance vidéo** dans un parking de l'Etat. La Commission ayant constaté l'absence de bases légales formelles et même de bases légales matérielles suffisantes, avait dès lors recommandé au service compétent de prendre les mesures en vue d'édicter des directives par le supérieur hiérarchique pour régler clairement les points indispensables. En 2007, les échanges ont finalement abouti à une réglementation sur laquelle la Commission n'a plus eu de remarques à formuler en attendant qu'une législation sur la surveillance vidéo voie le jour.

En 2008, de nouveaux contrôles sont programmés dans le cadre du budget prévu à cet effet.

4. Autres activités

La Commission (respectivement l'un ou l'autre de ses membres à titre individuel ou sa Présidente) a eu en outre de nombreuses autres activités ponctuelles. Les exemples suivants peuvent être cités :

- La Présidente a présidé le **groupe de travail** chargé de faire des propositions pour l'adaptation de la LPrD aux exigences Schengen/Dublin. La Préposée en était également membre du groupe de travail. Le groupe de travail a rendu le résultat de son travail qui a abouti à un projet du Conseil d'Etat à l'attention du Grand Conseil.
- La question de la **collecte et la communication** de données personnelles sensibles par les **organes publics** est toujours à l'ordre du jour des travaux de la Commission (et de la Préposée). Des réflexions approfondies ont été menées en matière d'information du public, de bulletins scolaires, du registre des tumeurs, du registre des mammographies, etc.
- De manière régulière, la Commission, respectivement l'un de ses membres ou la Présidente, discute et prend position par rapport à certains dossiers gérés par la Préposée qui soulèvent **des questions de principe** (par ex. les publications sur internet, la procédure d'appel, la conservation des logs, la conservation des données de police, la surveillance de la messagerie électronique du personnel de l'Etat, la surveillance de l'utilisation des sites internet par ce même personnel (notamment les contrôles globaux). Des rencontres ont eu lieu à plusieurs reprises entre le membre spécialiste en informatique de la Commission et la Préposée.

III. ACTIVITES PRINCIPALES DE LA PREPOSEE

1. Statistiques et appréciation générale

Durant la période considérée, **175 dossiers** ont été introduits, dont 38 sont pendants. 7 dossiers de longue durée sont encore ouverts. Ce sont par ex. la surveillance vidéo, l'information du public, la politique de sécurité informatique, la communication de données sensibles aux caisses maladie, le contenu des registres des contrôles des habitants, la révision de la LPrD, la conservation et destruction des données de police. 130 conseils et renseignements, 27 examens de dispositions législatives, 7 contrôles et inspections, 11 présentations et rapports. 65 dossiers concernent des organes cantonaux ou des institutions chargées de tâches publiques, 27 des communes et paroisses, 31 d'autres organismes publics (cantons, autorités de protection des données) et 52 des particuliers ou institutions privées (cf. statistiques annexées) 41 dossiers pendants des années précédentes ont été liquidés.

2. Conseils et avis fournis aux autorités

2.1. Généralités

La Préposée s'est consacrée à des dossiers de longue haleine nécessitant d'importants investissements de temps, par ex. dans les dossiers sur le nouveau logiciel de la Corporation ecclésiastique catholique, l'harmonisation des registres des écoles, l'harmonisation des registres des contrôles des habitants, la conservation des données de police, le revenu déterminant uniformisé (RDU), l'informatisation des dossiers de résidents en institutions, la communication des informations aux caisses maladie en matière de soins et d'aide à domicile, le concept de sécurité (COSSIEF), un mémorandum de la protection des données dans les projets de recherche, le dossier des accords de Schengen-Dublin.

Le réseau d'une vingtaine de personnes dites « **personnes de contact** en matière de protection des données » des directions, services et établissements principaux est régulièrement réuni par la Préposée pour des échanges d'informations, des discussions, de la formation personnelle dans divers domaines. En 2007, deux rencontres ont eu lieu et ont porté plus particulièrement sur l'utilisation du nouveau logiciel ReFi pour la déclaration des fichiers, le règlement-type sur la procédure d'appel, les modifications de la LPrD en relation avec les bilatérales II, les enregistrements vidéos et les publications de photos sur internet.

La Préposée fait son possible pour intégrer les **autorités communales de surveillance de la protection des données** dans son travail d'information (réunions régulières); l'expérience montre en effet qu'une protection des données ne peut être efficace que si les autorités qui en ont la charge assument leur tâche de manière active et échangent leurs réflexions et procédés respectifs. C'est ainsi que ces autorités, réunies par deux fois, ont discuté de l'enquête concernant le domicile fiscal, le règlement-type sur la procédure d'appel, la surveillance vidéo, la communication des avis de taxation à la Caisse de compensation, la communication de listes des signataires de référendum opposants/recourants lors de mises à l'enquête, des contrôles en matière d'aide sociale.

La Préposée est membre de la Commission des Archives.

2.2. Avis et renseignements

Une première partie des questions touchait des services de l'administration publique. D'abord, certaines demandes proviennent de services cantonaux qui souhaitent avoir un **examen préalable** (art. 31 al. 2 let. b LPrD) avant la fin des travaux législatifs ou informatiques, par ex. la conservation des données de police, l'harmonisation des registres des écoles, l'harmonisation des registres des contrôles des habitants, la procédure d'appel entre l'Etat et les institutions spécialisées. C'est un mode de faire que la Préposée souhaite développer. En effet, il permet d'intervenir à un stade préliminaire permettant une meilleure prise en compte des questions liées à la protection des données. Ensuite, les demandes portaient sur des **questions générales** (par ex. sur les publications sur internet, la communication des numéros de téléphones appelés, les copies des registres électoraux, la communication des adresses de citoyens à l'étranger aux partis politiques, la communication d'informations par les commissions de naturalisation, l'enregistrement des séances des assemblées communales, la destruction de dossiers) et sur des **points précis** (par ex. le droit d'accès à son dossier personnel psychiatrique, le refus d'une commune de communiquer l'avis de taxation à un tuteur, la communication de la séropositivité en milieu psychiatrique, l'obligation de confidentialité et le témoignage en justice, la communication d'informations à une commission d'examens, la communication des notes des enfants à l'ex-mari).

La Préposée a régulièrement l'occasion de souligner que la protection des données ne doit pas être comprise comme un frein à l'accomplissement des tâches, ni au développement, mais comme une nécessité pour pondérer les différents intérêts en présence et permettre un accès légitime à l'information tout en préservant les droits des individus. Le cadre légal doit être suffisant pour assurer l'équilibre entre les besoins des utilisateurs, respectivement les intérêts publics, et le respect de la vie privée des individus.

D'autres avis portaient sur des questions posées par des personnes et des organismes privés qui voulaient être renseignés sur leurs droits et leurs obligations face à l'administration cantonale et communale.

3. Exemples de réponses/d'avis rendus par la Préposée

3.1. Communication des listes des électeurs-trices et votants-es aux partis politiques

La question était celle de savoir comment une personne candidate aux élections a pu envoyer une **publicité personnelle** à une personne de nationalité suisse domiciliée à l'étranger inscrite au registre électoral. La Préposée a conseillé à la personne, qui n'était pas d'accord de recevoir ces publicités, de faire bloquer son adresse auprès du Contrôle des habitants et de demander la suppression de son adresse auprès du parti concerné et/ou auprès de la personne candidate aux élections qui l'avait contactée.

3.2. Publication des élèves par classe dans le bulletin communal

La Préposée a fait remarquer que les données des élèves ont été récoltées à des buts d'enseignement et ne peuvent être utilisées que dans le but pour lequel elles ont été collectées ou dans un but qui, selon les règles de la bonne foi, est compatible avec lui. Ce n'est pas le cas

d'une publication dans un bulletin communal. Une telle publication comporte des **risques particuliers**, par ex. scannage, repérage par provenance, utilisation à des buts différents (commerciaux, politiques, etc.) de ceux pour lesquels les données ont été récoltées. Si une commune veut faire une telle publication, il lui faudrait au minimum l'**accord** donné en connaissance de cause des élèves, respectivement de leurs parents.

3.3. Prise de photos de personnes handicapées à des fins internes (album de groupe, dossier pédagogique)

Les photos de personnes handicapées appartenant aux données sensibles, une personne qui aurait une capacité partielle de discernement ne pourrait pas donner son **consentement** valablement. Il faut celui du représentant légal. La Préposée a conseillé d'indiquer quel est l'usage qui sera fait et quelles mesures sont prises afin d'éviter qu'un autre usage ne soit possible (ne pas mettre les photos sur informatique ou les protéger spécialement).

3.4. Communication d'informations à la Justice de paix

La Préposée a répondu que la Justice de paix peut poser des questions au sujet de la mère d'un élève dans une institution lorsque cette autorité effectue une enquête pour déterminer si une mesure de protection de l'enfant doit être prononcée. La Justice de paix peut aussi s'adresser directement à la mère de l'enfant et également à des tiers susceptibles de fournir les renseignements nécessaires. L'institution doit signaler d'office à la Justice de paix les cas d'enfants dont le développement paraît menacé. Dès lors, l'institution est obligée de répondre aux questions de la Justice de paix et n'a **pas d'obligation de demander une autorisation** à la mère de l'enfant.

3.5. Questionnaire concernant le domicile fiscal intercantonal

La Préposée a émis de grands doutes sur la **légalité** du questionnaire et a indiqué que le questionnaire doit être accompagné d'une page explicative pour informer les personnes abordées et améliorer la compréhension du pourquoi de la démarche. Ces explications doivent comporter une indication ne laissant aucun doute sur le *caractère non obligatoire* de certaines réponses. Quant au contenu du questionnaire, puisqu'il s'agit de requérir la collaboration de l'éventuel contribuable, les questions doivent être **limitées** à ce qui est strictement nécessaire en réservant les questions complémentaires à l'examen du cas d'espèce.

3.6. Publications des décrets de naturalisation sur internet suite à une diffusion par l'Etat de Fribourg

La Préposée a de nouveau été abordée sur ces publications. Elle a répondu ce qui suit aux personnes qui l'ont abordée.

Elle a d'abord constaté que le décret de naturalisation figurait encore sur le site de l'Etat. Il n'était plus accessible par le biais de la publication sur internet du Bulletin officiel du Grand Conseil (BOGC) d'où il avait été retiré. Cependant, il figurerait dans le Recueil officiel fribourgeois (ROF), également publié sur le site, où étaient encore diffusés tous les décrets de naturalisation.

Elle a ensuite ajouté qu'un projet de modification de la loi sur le droit de cité fribourgeois sera soumis au vote populaire le 1^{er} juin 2008. Il prévoit expressément que le décret de naturalisation

du Grand Conseil est publié dans la Feuille officielle mais ne fait pas l'objet d'une publication électronique. Ainsi, dans le cas d'une acceptation de la loi en votation populaire, la *diffusion sur internet* serait alors *clairement interdite*.

Elle a informé encore que, selon décision de la Commission de la protection des données du 22 janvier dernier, l'Autorité est à *nouveau intervenue auprès de la Chancellerie d'Etat* afin que les **décrets de naturalisation** ne soient **plus publiés sur le site** et que ceux qui s'y trouvent soient retirés.

Elle a finalement indiqué la possibilité pour ces personnes d'*exiger*, le cas échéant, sur la base de l'art. 26 LPrD, que l'Etat *supprime les effets du traitement illicite* des données personnelles (notamment qu'il fasse disparaître le décret de naturalisation de Google). En décidant de diffuser les décrets de naturalisation sur son site internet alors que cette pratique était ni obligatoire ni nécessaire, l'Etat pourrait, selon la Préposée, avoir violé les dispositions légales sur la protection des données.

4. Travaux pour la Commission

La Préposée a assuré la préparation des séances et des dossiers y relatifs (notamment 22 procédures de consultation et examens de dispositions législatives) et la diffusion aux membres de documents, informations et études sur des questions générales ou particulières.

5. Registre des fichiers « ReFi »

Les travaux de déclaration des fichiers par les organes publics cantonaux sont très avancés. A ce jour, 564 déclarations ont été effectuées. Le logiciel développé par l'entreprise mandatée répond aux attentes, encore mieux après les adaptations introduites suite aux premières expériences. Il répond au souci de simplification du travail et de meilleur accès à l'information pour les personnes (internauts) qui souhaitent exercer leur droit d'accès (art. 23 LPrD). En 2007, le site a fait l'objet de 448 visites. Il est accessible <http://www.fr.ch/refi>.

IV. REMARQUES FINALES

En l'an 2008, l'Autorité de surveillance prévoit de mettre l'accent sur les tâches suivantes :

- effectuer des *contrôles*, dans les limites du budget à disposition;
- mettre en place les décisions prises par le Grand Conseil concernant la *révision de la LPrD* dans le cadre de la mise en œuvre des bilatérales *Schengen/Dublin*, notamment le droit de recours de la Commission, la communication des décisions en matière de la protection des données prises par les organes publics cantonaux;
- assurer la suite des déclarations (par les organes publics cantonaux restants et les organes communaux) de leurs fichiers dans le *ReFi* au service du public grâce à internet;
- élaborer un *mémoire* spécifique aux hautes écoles pour les travaux de recherche;
- terminer les travaux à *l'aide-mémoire sur les contrôles en matière d'aide sociale*;

- effectuer les travaux qui n'ont pas pu être effectués en 2007, notamment la mise à jour du *site internet*, la circulation des informations du *dossier informatisé du patient*.

L'Autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données souhaite **remercier** tous les organes publics pour l'excellente collaboration développée jusqu'ici et l'attitude positive qu'ils manifestent envers leur obligation de respecter les dispositions légales sur la protection des données personnelles et par là les personnes; ces remerciements s'adressent en particulier aux personnes de contact au sein de l'administration ou des établissements cantonaux qui aident efficacement la Préposée dans l'accomplissement de ses tâches ainsi qu'aux communes qui ont mis en place des autorités communales de surveillance en matière de protection des données personnelles.

Statistiques 2007

Demandes / interventions	
Avis	130 (101) *
Contrôles	7 (3) *
Législations	27 (41) *
Présentations	11 (9) *
Total	175 (154) *

- Les avis sont rendus par la Préposée; ils comprennent les conseils aux organes publics, les renseignements aux particuliers. Les avis touchent notamment la collecte et la communication, la publication sur internet, le droit d'accès, la conservation, la destruction et l'archivage, la sécurité, le secret de fonction et le secret professionnel.
- Le terme « législations » comprend les travaux de réflexion sur des dispositions législatives et les réponses aux consultations.
- La notion de « présentations » recouvre les exposés, rapports, études, participations à des colloques de la Préposée.
- L'ensemble comprend des dossiers de longue durée qui sont par ex. la loi sur l'information du public, la surveillance vidéo, le contenu des registres des contrôles des habitants.

Provenance des demandes / destinataires des interventions			
Offices cantonaux	Communes/Paroisses	Particuliers et institutions privées	Autres organismes de droit public
65 (78)*	27 (25)*	52 (37)*	31 (14)*

- Les particuliers comprennent aussi les collaborateurs/trices de l'Etat.
- Les autres organismes de droit public englobent les autorités communales, cantonales, fédérale de protection des données, ainsi que les institutions chargées de tâches publiques.

*Les chiffres entre parenthèses représentent les dossiers traités en 2006.

I. GESETZLICHE GRUNDLAGEN, AUFGABEN UND ORGANISATION DER AUFSICHTSBEHÖRDE

1. Allgemeines

Das freiburgische Gesetz über den Datenschutz (DSchG) bezweckt den Schutz der **Grundrechte** von Personen, wenn öffentliche Organe des Kantons Daten über sie bearbeiten. Das Bundesgesetz über den Datenschutz (DSG) gilt für das Bearbeiten von Daten durch Bundesorgane und Privatpersonen.

Die Aufsicht über den Datenschutz wird im Kanton Freiburg von einer kantonalen **Behörde** ausgeübt, die sich aus einer Kommission und einem(r) Beauftragten zusammensetzt.

Die **Kommission** hat gemäss Artikel 30 DSchG insbesondere folgende Aufgaben:

- sie leitet die Tätigkeit der Datenschutzbeauftragten;
- sie nimmt Stellung zu Entwürfen von Erlassen, die den Datenschutz betreffen, sowie in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen;
- sie fordert die zuständige Behörde auf, die nötigen Massnahmen zu ergreifen, wenn gesetzliche Vorschriften verletzt werden oder verletzt werden könnten;
- sie übt die Oberaufsicht über die kommunalen Aufsichtsbehörden aus, die ihr einen Tätigkeitsbericht zustellen.

Die **Datenschutzbeauftragte** hat gemäss Artikel 31 DSchG hauptsächlich folgende Aufgaben:

- sie überwacht die Anwendung der Gesetzgebung über den Datenschutz, namentlich durch systematische Überprüfungen bei den betreffenden Organen;
- sie berät die betreffenden Organe, namentlich bei der Planung von Datenbearbeitungsvorhaben;
- sie informiert die betroffenen Personen über ihre Rechte;
- sie führt die ihr von der Kommission übertragenen Aufgaben aus;
- sie führt das Register der Datensammlungen (Art. 21 Abs. 3 DSchG).

Das Gesetz sieht keine strikte Aufteilung der Aufsichtsaufgaben zwischen der Kommission und der Datenschutzbeauftragten vor. Die Kommission hat sich wie bisher (vgl. Tätigkeitsberichte der Vorjahre) die Aufgaben **gesetzgeberischer** Natur und die Dossiers vorbehalten, bei denen eine **allgemeine Datenschutzpolitik** festgelegt werden muss. Die Kommission ist der Ansicht, dass sich diese Praxis mit den nötigen Anpassungen in einigen konkreten Fällen bewährt.

Schliesslich ist auch darauf hinzuweisen, dass der Gesetzgeber der Aufsichtsbehörde keine **Entscheidungsbefugnis** eingeräumt hat; diese steht den Verwaltungsbehörden zu, und die Bürgerinnen und Bürger, die sich beschweren wollen, können an die ordentliche Verwaltungsgerichtsbarkeit gelangen. Dies soll sich aber nun ändern (siehe weiter unten IV Schlussbemerkungen).

2. Öffentlichkeitsarbeit

Nach Artikel 30 Abs. 3 DSchG kann die Kommission, soweit das allgemeine Interesse es rechtfertigt, die Öffentlichkeit über ihre Tätigkeiten oder Empfehlungen **informieren**. Bislang hat die Kommission hier Zurückhaltung geübt, um die Wirkung dieser Möglichkeit nicht zu schmälern. Im Jahr 2007 führte die Kommission ihre traditionelle Pressekonferenz durch und beantwortete bei der einen oder anderen Gelegenheit Fragen von Journalisten insbesondere zum Verkauf von Adressen der Einwohnerkontrollen und zum Fragebogen über den steuerrechtlichen Wohnsitz.

Die **Website** der Aufsichtsbehörde für Datenschutz des Kantons Freiburg www.fr.ch/sprd ist oft besucht worden, und zwar durchschnittlich 4522-mal pro Monat.

3. Organisation

3.1. Kantonale Aufsichtskommission

Im Jahr 2007 wurde die Kommission von *Alexandra Rumo-Jungo* präsiert, Professorin für Privatrecht an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg. Die übrigen Kommissionsmitglieder waren: *Joseph Eigenmann*, Arzt, Corminboeuf, *Johannes Frölicher*, Richter am Bundesverwaltungsgericht, (am 1. Januar 2008 tritt er die Nachfolge von Frau Rumo-Jungo als neuer Kommissionspräsident an), *Philippe Gehring*, Informatikingenieur ETHL, Villars-sur-Glâne, und *Catherine Yesil-Huguenot*, Juristin, Estavayer-le-Gibloux.

Die Kommission hielt im Jahr 2007 neun Sitzungen ab. Ein ausführliches Protokoll hält die Beratungen und die Entscheide der Kommission fest. Protokoll führte *Lydia Oberson*, Juristin.

Neben den Sitzungen betreute die Präsidentin die Dossiers, erledigte die Korrespondenz und besprach sich mit der Datenschutzbeauftragten. Der Arbeitsumfang machte über das ganze Jahr gesehen insgesamt rund 60 Stunden aus.

3.2. Datenschutzbeauftragte

Die Datenschutzbeauftragte und ihre Sekretärin arbeiten zu je 50 %.

Im Berichtsjahr half der Datenschutzbeauftragten eine Juristin als Praktikantin in Teilzeitarbeit bei den Arbeiten, die juristische Recherchen erforderten (Instruktion der Dossiers, Vorbereitung von Stellungnahmen, Verfassen von Merkblättern) sowie bei der Einrichtung der neuen Software für die Anmeldung der Datensammlungen ReFi. Ein weiterer Jurist arbeitet ebenfalls als Praktikant drei Monate lang für die Datenschutzbehörde.

3.3. Gemeinden

Die Gemeinden können laut Artikel 29 Abs. 2 DSchG eine eigene Aufsichtsbehörde bestellen. Die kantonale Kommission übt in diesem Fall nur noch die Oberaufsicht über diese Gemeindebehörden aus, die ihr einen Tätigkeitsbericht unterbreiten.

Die Gemeinden *Bulle*, *Freiburg*, *Marly* und *Villars-sur-Glâne* haben schon seit einigen Jahren auf der Grundlage eines Reglements, bei dem die kantonale Behörde aktiv mitwirkte, eine eigene Aufsichtsbehörde. Diese Gemeindereglements müssen jeweils die **Unabhängigkeit** der Gemeindebehörde gegenüber der Gemeindeverwaltung und der Gemeindeexekutiven garantieren.

Bis zur Fertigstellung dieses Tätigkeitsberichts wurden der kantonalen Kommission die Berichte dieser vier Gemeindebehörden für das Jahr 2007 unterbreitet. Sie erfüllen die Anforderungen des DSchG, und die kantonale Aufsichtsbehörde dankt allen, die sich in den verschiedenen Gemeindeorganen engagieren.

3.4. Beziehungen zum Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten und zum Verein der Schweizerischen Datenschutzbeauftragten *privatim*

Im Bestreben um eine koordinierte und effiziente Arbeitsweise ist die Datenschutzbeauftragte um die Zusammenarbeit mit dem Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten (EDÖB) und den Datenschutzbehörden der anderen Kantone bemüht. Sie war von 1994 bis im Juni 2007 Mitglied des Büros der Vereinigung der schweizerischen Datenschutzbeauftragten **privatim** (<http://www.privatim.ch>), entschied sich aber dann wegen Arbeitsüberlastung diese Tätigkeit aufzugeben. Damit gingen leider auch wertvolle Informationsquellen verloren.

- Die Datenschutzbeauftragte hat formell oder informell Kontakt mit dem Eidgenössischen Datenschutzbeauftragten, z.B. über die Abkommen von Schengen und Dublin, die Datensicherheit, die Bekanntgabe von Daten an die Krankenkassen, das Amtsgeheimnis im Bereich IV, die Telefonnummern der Mitarbeitenden im öffentlichen Dienst.
- Die Datenschutzbeauftragte leistete zu allgemeinen Fragen von nationaler oder kantonsübergreifender Bedeutung ihren Beitrag und konnte von den im Rahmen von *privatim* geleisteten Arbeiten profitieren. Gegenwärtiger Präsident von *privatim* ist der Datenschutzbeauftragte des Kantons Zürich. Thema der Generalversammlung im Frühjahr in Luzern war die Videoüberwachung. Die Generalversammlung im Herbst fand in Solothurn statt und befasste sich mit den Fragen zum Einfluss der Abkommen von Schengen und Dublin auf die Rechte der Bürgerinnen und Bürger.

II. HAUPTTÄTIGKEITEN DER KOMMISSION

1. Stellungnahmen insbesondere zu Erlassentwürfen

1.1. Im Allgemeinen

Die Kommission äusserte sich zu verschiedenen Erlassentwürfen des Bundes und des Kantons.

- Diverse Vorlagen des **Kantons** und des **Bundes**:
 - Vorentwurf des Gesetzes zur Anpassung gewisser Bestimmungen der kantonalen Gesetzgebung an die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen;

- Verordnungen im Ausländerrecht – Asylrecht;
 - Vorentwurf des Gesetzes über die Stipendien und Studiendarlehen;
 - Vorentwurf des Gesetzes über die berufliche Grund- und Weiterbildung;
 - Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über den Datenschutz;
 - Schlussbericht und Gesetzesentwurf über die Einführung eines 2. Kindergartenjahres;
 - Spitalplanung des Kantons Freiburg;
 - Vorentwurf des Gesetzes zur Aufhebung des Ausführungsgesetzes zur Bundesgesetzgebung über den Militärpflichtersatz und Entwurf der Verordnung über die Wehrpflichtersatzabgabe;
 - Entwurf der Verordnung über das Amt für Bewährungshilfe;
 - Neue Regionalpolitik: Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (WFG)
 - Entwurf einer Vereinbarung über die Organisation des Religionsunterrichts in der obligatorischen Schule;
 - Änderung KGSG (NFA) – Vorentwurf des Gesetzes zur Anpassung des Gesetzes vom 7. November 1991 über den Schutz der Kulturgüter an die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen;
 - Vorentwurf zur Änderung des Ausführungsreglements vom 14. August 1992 zum Gesetz über die kulturellen Angelegenheiten (ARKAG);
 - Krebsregister;
 - Vorentwurf des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die wirtschaftliche Landesversorgung (AGLVG);
 - Vorentwurf des Gesetzes über die leistungsorientierte Führung;
 - Vorentwurf des Gesetzes über den Bevölkerungsschutz.
- **Andere besondere Entwürfe:**
 - Bekämpfung der Jugendkriminalität;
 - Vereinbarung mit dem Psychiatrischen Spital Freiburg über die systematische Weitergabe einer allgemeinen Rahmendiagnose an die Vertrauensärzte;
 - Umsetzung der gesetzlichen Bestimmungen Schengen-Dublin;
 - Benutzerreglement (Art. 21 Reglement über die Sicherheit der Personendaten (DSR));
 - Abrufverfahren.

Die Aufsichtsbehörde kann in allgemeiner Art und Weise feststellen, dass dem Datenschutz vom kantonalen Gesetzgeber **Rechnung getragen** wird, und die Gesetzesentwürfe ihr normalerweise unterbreitet werden. Der Kommission werden auch Entwürfe zugestellt, für die der Datenschutz kaum relevant ist. In diesen Fällen beschränkt sie sich jeweils auf eine punktuelle Stellungnahme. Für sie ist es jedoch sehr wichtig, weitgehend informiert und konsultiert zu werden, da Gesetzesentwürfe in den verschiedensten Bereichen oft einen Einfluss auf die Lösungen haben, für die sich die Kommission oder die Datenschutzbeauftragte in anderen Dossiers ausspricht. Ausserdem muss die Aufsichtsbehörde über die allgemeine gesetzgeberische Entwicklung im Kanton auf dem Laufenden sein. Die Kommission nahm zudem auch zu verschiedenen Themen ausserhalb des «gewöhnlichen» Gesetzgebungsverfahrens Stellung. Sie äussert sich meistens auf Verlangen der Datenschutzbeauftragten oder zu konkreten Fragen von betroffenen Personen und/oder Behörden, beispielsweise im Fall der neuen Software der Katholischen kirchlichen Körperschaft, des Fragebogens zum steuerrechtlichen Wohnsitz und der elektronischen Dossiers von Anstaltsinsassen.

1.2. Einige Beispiele von Stellungnahmen

1.2.1. Entwurf einer Vereinbarung über die Organisation des Religionsunterrichts in der obligatorischen Schule

Die Kommission fragte sich, ob Listen mit Kindern, die den Religionsunterricht besuchen (mit Angabe ihrer Konfession oder dem Vermerk «konfessionslos») und Listen mit Kindern, die den Religionsunterricht nicht besuchen (mit den gleichen Vermerken) erstellt werden, von wem und wem sie bekannt gegeben werden. Falls solche Listen geführt werden, braucht es **gesetzliche Grundlagen** für ihre Führung und Bearbeitung, umso mehr als es sich um besonders schützenswerte Daten handelt, denen gegenüber eine besondere Sorgfaltspflicht geboten ist (Art. 3 Bst. c Ziff. 1 und Art. 8 DSchG). Die Kommission regte schliesslich an, die Bestätigung des Unterrichtsbesuchs und das Verhalten nicht im Schulzeugnis selber zu vermerken, sondern in einer *separaten Bestätigung*, um Persönlichkeitsverletzungen zu vermeiden.

1.2.2. Vorentwurf des Reglements zur Änderung des Ausführungsreglements zum Gesetz über die kulturellen Angelegenheiten

Die Kommission betonte einmal mehr, dass es nicht reiche, in einer Bestimmung eine allgemeine Forderung einzufügen, wie diejenige, dass der Gesuchsteller *alle weiteren Auskünfte und die erforderlichen Belege* einreichen muss. Diese Begriffe seien zu vage, vor allem auf Ebene eines Reglements. Sie müssten **genauer bestimmt** werden, zumindest mit der Festlegung, was für Kategorien von Daten gemeint sind, und mit der Angabe, dass die Auskünfte und Belege in Relation zum Zweck des Gesuchs und der Subvention stehen müssen.

1.2.3. Vorentwurf des Gesetzes über die Information und den Zugang zu Dokumenten

Die Kommission machte darauf aufmerksam, dass Informationen, sobald sie ins Internet gestellt werden, in **Suchmaschinen** wie Google erfasst werden. Auch wenn solche Informationen später wieder gelöscht werden, verschwinden sie nicht aus dem Internet. Deshalb sollte das Gesetz dahingehend *ergänzt* werden, dass genau bestimmt wird, was ins Internet gestellt werden darf. Die Kommission riet bis zum Vorliegen solcher Bestimmungen in Beachtung von Artikel 17 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Datenschutz DSchG (Verantwortlichkeit des öffentlichen Organs) zu grösstmöglicher Vorsicht bei der Wahl der Informationen, die auf dem Netz zugänglich gemacht werden sollen.

Was die **Zusammensetzung** der kantonalen Öffentlichkeits- und Datenschutzkommission betrifft, so schlug die Kommission vor, die Zusammensetzung aus Effizienzgründen bei der gegenwärtigen Zahl von *5 Mitgliedern* zu belassen. Falls dies auf keine Zustimmung stosse, solle die Kommission mit 5 Mitgliedern für den Datenschutz beibehalten und *weitere Mitglieder für die Öffentlichkeitskommission* bezeichnet werden.

Die Kommission äusserte auch den Wunsch, sich gegebenenfalls ein **internes Reglement** über ihre Funktionsweise geben zu können, um Probleme zu vermeiden, die diese Organisation im Hinblick auf den Datenschutz verursachen könnte.

1.2.4. Vorentwurf einer Verordnung über die Überwachung des Fernmeldeverkehrs zur Suche vermisster Personen

Die Kommission hatte keine Einwände dagegen, der Kantonspolizei die Befugnis zur Anordnung der **Überwachung des Fernmeldeverkehrs** ausserhalb von Strafverfahren zur Suche vermisster Personen zu erteilen. Sie wies jedoch auf die Vorschriften der Bundesgesetzgebung über die Bearbeitung von Daten hin, insbesondere auf die Verwendung und Vernichtung der Informationen. Sie betonte insbesondere, dass die *vollständige Vernichtung garantiert werden müsse*, eine Wiederherstellung der Daten nicht möglich sein dürfe und eine gesetzlich nicht vorgesehene Wiederverwendung zu polizeilichen Zwecken ausgeschlossen sein müsse, was klar zu reglementieren sei (z.B. in einer Verordnung oder einem internen Reglement der Polizei).

1.2.5. Vorentwurf des Gesetzes über die Stipendien und Studiendarlehen

Die Kommission machte darauf aufmerksam, dass im Gesetz näher bestimmt werden müsse, was für **Angaben aus der Veranlagungsanzeige** für das Gesuch notwendig sind (Verhältnismässigkeitsprinzip), oder zumindest welche Kategorien von Angaben. So bräuchten die Eltern nicht alles bekannt zu geben oder könnten die Daten unleserlich machen, die sie nicht bekannt geben möchten.

Schliesslich wies die Kommission auch darauf hin, dass Informationen nur bei Eltern eingeholt werden dürfen, die eine *Unterhaltspflicht* gegenüber der Gesuchstellerin oder dem Gesuchsteller haben.

1.2.6. Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über den Datenschutz

Die Kommission befand, dass die Informationsflüsse ins Ausland schwierig zu kontrollieren sein werden und dazu genügend Mittel erforderlich seien. Zu ihren Empfehlungen und um effizient und problemlos arbeiten zu können meinte die Kommission, die öffentlichen Organe müssten die Datenschutzbehörde darüber informieren, ob und wieweit diese Empfehlungen befolgt worden sind, namentlich bezüglich des Inhalts, der vorgesehenen Fristen und der getroffenen Massnahmen.

2. Datenschutz und staatliche Kontrollaufgaben

Das **Vorgehen**, nach dem sich die Datenschutzbeauftragte zu richten hat, wenn ihr Fragen gestellt werden oder sie um eine Stellungnahme gebeten wird (Art. 31 Abs. 2 Bst. b und c DSchG), funktioniert gut, bleibt jedoch **formlos**, da keine diesbezüglichen Vorschriften erlassen wurden. Es läuft folgendermassen ab: Die Datenschutzbeauftragte holt soweit möglich beim öffentlichen kantonalen oder kommunalen Organ Auskünfte ein und wendet sich möglichst immer an die Kontaktperson für den Datenschutz, auch wenn diese Personen manchmal mit gewissen Dossiers oder Vorhaben befasst sind und von ihren Vorgesetzten den Auftrag haben, für die entsprechende Erledigung bzw. Durchführung zu sorgen. Dadurch lassen sich die verschiedenen Ansichten besser einbeziehen, und es kann rationeller gearbeitet werden, was offenbar auch bestens funktioniert.

3. Sicherheit und Kontrollen

Im Jahr 2007 wurden zwei Kontrollen und vier Inspektionen durchgeführt (Art. 31 Abs. 2 Bst. a DSchG).

- In zwei breit angelegten Kontrollen wurde in einer deutschsprachigen Gemeinde und in einer Schule überprüft, wie der Datenschutz **konkret funktioniert**. Dabei wurde die gesamte Funktionsweise dieser beiden öffentlichen Organe untersucht. Zusammen mit den Gemeindevertretern beziehungsweise der Direktion des Kollegiums und ausgewählten Mitarbeitenden wurde ein Fragebogen ausgefüllt. Diese Personen beantworteten die Fragen in einem Gespräch mit Verantwortlichen der beauftragten Firma. Bei diesen Gesprächen waren jeweils auch eine Mitarbeiterin, die Protokoll führte, sowie die Datenschutzbeauftragte anwesend. Die Ergebnisse wurden anschliessend in einem Bericht festgehalten, der dann auch die Empfehlungen an die betreffenden Organe enthielt. Bei diesen Kontrollen wurden Aspekte hervorgehoben, die überprüft, geändert oder verbessert werden sollten. Zur Überprüfung, ob diese Empfehlungen umgesetzt worden sind, werden Nachkontrollen durchzuführen sein.
- Die Datenschutzbeauftragte führte drei Inspektionen durch, und zwar bezüglich eines **Registers besonders schützenswerter Personendaten**, der **Führung von Unterlagen** über Staatsmitarbeiterinnen und –mitarbeiter sowie des **Beschaffens besonders schützenswerter Personendaten**. In zwei Fällen führte dies zu Änderungen der entsprechenden Praktiken.
- Im Tätigkeitsbericht des Vorjahres war berichtet worden, die Datenschutzbeauftragte habe **Videoüberwachungsanlagen** in einem Parking des Staates inspiziert. Nachdem die Kommission das Fehlen formeller und auch genügender materieller Rechtsgrundlagen festgestellt hatte, empfahl sie der zuständigen Dienststelle, Massnahmen zum Erlass von Weisungen durch den direkten Vorgesetzten zu treffen, um die allerwichtigsten Punkte klar zu regeln. Im Berichtsjahr ist nun eine Reglementierung zustande gekommen, zu der die Kommission keine Bemerkungen mehr hatte und die gilt, bis eine Gesetzgebung über die Videoüberwachung vorliegt.

Im Jahr 2008 sind im Rahmen des dazu vorgesehenen Budgets weitere Kontrollen geplant.

4. Weitere Tätigkeiten

Die Kommission – bzw. das eine oder andere ihrer Mitglieder oder ihre Präsidentin - war auch noch in vielen anderen Bereichen tätig, wie die folgenden Beispiele zeigen:

- Die Präsidentin hatte den Vorsitz der **Arbeitsgruppe** inne, die Vorschläge zur Anpassung des DSchG an die Anforderungen von Schengen/Dublin machen soll. Die Datenschutzbeauftragte war ebenfalls Mitglied. Die Arbeitsgruppe legte das Ergebnis ihrer Arbeit vor, das nun als Entwurf des Staatsrates an den Grossen Rat gegangen ist.
- Die Frage der **Beschaffung und Bekanntgabe** besonders schützenswerter Personendaten durch **öffentliche Organe** steht weiter auf der Tagesordnung der Kommission (und der Datenschutzbeauftragten). Eingehende Überlegungen dazu wurden in Bezug auf die Information der Öffentlichkeit, die Schulinformationen, das Krebsregister, das Mammografieregister usw. angestellt.

- Die Kommission bzw. ein einzelnes Mitglied oder die Präsidentin diskutiert regelmässig bestimmte Dossiers, mit denen die Datenschutzbeauftragte befasst ist und in welchen **Grundsatzfragen** aufgeworfen werden und nimmt dazu Stellung (z.B. Veröffentlichungen auf dem Internet, Abrufverfahren, Aufbewahren von Logs, Aufbewahren von Polizeidaten, Überwachung des E-Mail-Verkehrs des Staatspersonals, Überwachung der Internetnutzung durch das Staatspersonal (insbesondere Gesamtkontrollen). Es fanden auch mehrere Treffen zwischen dem auf Informatik spezialisierten Mitglied der Kommission und der Datenschutzbeauftragten statt.

III. HAUPTAKTIVITÄTEN DER DATENSCHUTZBEAUFTRAGTEN

1. Statistiken und Gesamtbeurteilung

Im Berichtszeitraum wurden **175 Dossiers** eingereicht, wovon 38 noch hängig sind. Auch 7 langfristige Dossiers sind noch offen. Dazu gehören z.B. Videoüberwachung, Information der Öffentlichkeit, Informatiksicherheitspolitik, Weitergabe besonders schützenswerter Personendaten an Krankenkassen, Inhalt der Register der Einwohnerkontrollen, Revision des DSchG, Aufbewahrung und Vernichtung polizeilicher Daten. Die Datenschutzbeauftragte war in 130 Fällen beratend tätig und erteilte Auskünfte, befasste sich in 27 Fällen mit der Prüfung gesetzlicher Bestimmungen, nahm 7 Kontrollen vor und verfasste 11 Präsentationen und Berichte. 65 Dossiers betrafen kantonale Stellen oder mit öffentlichen Aufgaben betraute Institutionen, 27 Gemeinden und Pfarreien, 31 andere staatliche Organe (Kantone, Datenschutzbehörden) und 52 Privatpersonen oder private Institutionen (s. Statistiken im Anhang). Ausserdem wurden auch 41 hängige Dossiers aus den Vorjahren erledigt.

2. Beratung der Behörden und Stellungnahmen

2.1. Allgemeines

Die Datenschutzbeauftragte befasste sich mit sehr zeitaufwändigen Dossiers, z.B. neue Software der Katholischen kirchlichen Körperschaft, Harmonisierung der Register der Schulen, Harmonisierung der Register der Einwohnerkontrollen, Aufbewahrung von Polizeidaten, einheitliches massgebliches Einkommen (EME), Informatisierung der Dossiers von Anstaltsinsassen, Weitergabe von Spitex-Informationen an die Krankenkassen, Sicherheitskonzept, Memorandum über den Datenschutz in Forschungsprojekten, Dossier der Umsetzung der Abkommen von Schengen und Dublin.

Die rund 20 so genannten «**Kontaktpersonen** für den Datenschutz» der Direktionen und wichtigsten Dienststellen und Anstalten werden von der Datenschutzbeauftragten regelmässig zu einem Informations- und Meinungsaustausch sowie zu Schulungszwecken in verschiedenen Bereichen eingeladen. Im Jahr 2007 fanden zwei Treffen statt, in denen es insbesondere um die Verwendung der neuen Software für die Anmeldung der Datensammlungen (ReFi), das Benutzer-Musterreglement für die Abrufverfahren, die Änderungen des DSchG in Zusammenhang mit den Bilateralen II, die Videoaufnahmen und

die Veröffentlichung von Fotos auf dem Internet ging.

Die Datenschutzbeauftragte versucht so gut wie möglich, die **kommunalen Aufsichtsbehörden für Datenschutz** in ihre Informationsarbeit mit einzubeziehen (regelmässige Zusammenkünfte); die Erfahrung hat nämlich gezeigt, dass der Datenschutz nur dann wirksam sein kann, wenn die damit beauftragten Behörden ihre Aufgabe aktiv wahrnehmen und sich über ihre Überlegungen und das entsprechende Vorgehen austauschen. So diskutierten diese Behörden an zwei solchen Treffen über die Befragung der Steuerpflichtigen zum steuerrechtlichen Wohnsitz, das Musterreglement für das Abrufverfahren, die Videoüberwachung, die Weitergabe von Veranlagungsanzeigen an die Ausgleichkasse, die Weitergabe von Listen mit Referendumsunterzeichnenden, Einsprecher/Beschwerdeführende bei öffentlichen Auflagen sowie über Kontrollen in der Sozialhilfe.

Die Datenschutzbeauftragte ist auch Mitglied der Kommission des Staatsarchivs.

2.2. Stellungnahmen und Auskünfte

Ein erster Teil der Fragen betrafen Dienststellen der öffentlichen Verwaltung. Einige Fragen kommen von kantonalen Dienststellen, die vor Abschluss der Gesetzgebungs- oder Informatikarbeiten eine **Vorprüfung** (Art. 31 Abs. 2 Bst. b DSchG) möchten, z.B. für die Aufbewahrung polizeilicher Daten, die Harmonisierung der Schulregister, die Harmonisierung der Register der Einwohnerkontrollen, das Abrufverfahren zwischen Staat und Sonderheimen. Diese Möglichkeit möchte die Datenschutzbeauftragte weiter ausbauen. So kann nämlich in einem frühen Stadium bereits eingegriffen und dafür gesorgt werden, dass den Datenschutzbelangen besser Rechnung getragen wird. Weiter wurden auch **allgemeine Fragen** gestellt (z.B. Veröffentlichungen auf dem Internet, Bekanntgabe gewählter Telefonnummern, Kopien von Wählerlisten, Bekanntgabe der Adressen von Auslandschweizern an politische Parteien, Weitergabe von Informationen durch die Einbürgerungskommissionen, Aufzeichnung von Gemeinderatssitzungen, Vernichtung von Dossiers), aber auch Fragen zu ganz **bestimmten Punkten** (z.B. Auskunftsrecht über das eigene psychiatrische Behandlungsdossier, Weigerung einer Gemeinde, dem Vormund die Veranlagungsanzeige bekannt zu geben, Bekanntgabe einer HIV-Infizierung in der Psychiatrie, Geheimhaltungspflicht und Zeugenaussage vor Gericht, Weitergabe von Informationen an eine Prüfungskommission, Bekanntgabe der Noten der Kinder gegenüber dem Exmann).

Die Datenschutzbeauftragte betont immer wieder, dass der Datenschutz nicht als Hindernis bei der Aufgabenerfüllung verstanden werden darf, sondern als Notwendigkeit, um die verschiedenen bestehenden Interessen abzuwägen, einen legitimen Informationszugang zu ermöglichen und dabei die Rechte der Einzelnen zu wahren. Es muss ein ausreichender gesetzlicher Rahmen gegeben sein, um ein Gleichgewicht zwischen den Bedürfnissen der Benutzer bzw. zwischen den öffentlichen Interessen und der Wahrung der Privatsphäre der Einzelnen zu schaffen.

Weitere Stellungnahmen bezogen sich auf Fragen von Privatpersonen und privaten Institutionen, die sich über ihre Rechte und Pflichten gegenüber der kantonalen und kommunalen Verwaltung erkundigen wollten.

3. Beispiele von Antworten/Stellungnahmen der Datenschutzbeauftragten

3.1. Weitergabe von Wähler- und Abstimmungslisten an politische Parteien

Es ging um die Frage, wie eine Person, die für ein politisches Amt kandidierte, einer im Ausland wohnhaften Person mit Schweizer Staatsbürgerschaft, die im Wahlregister eingetragen war, eine **persönliche Werbung** zustellen konnte. Die Datenschutzbeauftragte empfahl dieser Person, die keine solche Werbung erhalten wollte, ihre Adresse bei der Einwohnerkontrolle sperren zu lassen und von der betreffenden Partei und/oder der für die Wahlen kandidierenden Person, die sie kontaktiert hatte, zu verlangen, die Adresse zu löschen.

3.2. Veröffentlichung der Schüler der einzelnen Klassen im Gemeindeblatt

Die Datenschutzbeauftragte wies darauf hin, dass die Personendaten von Schülern zu Unterrichtszwecken gesammelt wurden und nur zu dem Zweck verwendet werden dürfen, zu dem sie beschafft wurden oder zu einem Zweck, der nach den Regeln des guten Glaubens mit diesem vereinbar ist. Dies gilt nicht für eine Veröffentlichung im Gemeindeblatt. Eine solche Veröffentlichung birgt **besondere Risiken**, beispielsweise könnten die Daten gescannt, zurückverfolgt, zu anderen Zwecken (gewerbliche, politische usw.) verwendet werden, als für diejenigen, zu denen sie beschafft wurden. Will eine Gemeinde solche Angaben veröffentlichen, so braucht sie zumindest die **Einwilligung** der Schüler bzw. deren Eltern, welche ihrerseits diese Einwilligung in genauer Sachkenntnis zu geben haben.

3.3. Fotografieren von Behinderten zu internen Zwecken (Gruppenalbum, pädagogisches Dossier)

Fotos von Behinderten gelten als besonders schützenswerte Personendaten, und eine teilweise urteilsunfähige Person kann keine rechtsgültige **Einwilligung** geben. Es braucht also die Einwilligung des gesetzlichen Vertreters. Die Datenschutzbeauftragte riet dazu anzugeben, wozu die Fotos verwendet würden, und was für Massnahmen getroffen werden, um eine anderweitige Verwendung zu verunmöglichen (Fotos nicht elektronisch speichern oder einen speziellen Schutz vorsehen).

3.4. Weitergabe von Informationen an das Friedensgericht

Die Datenschutzbeauftragte antwortete, das Friedensgericht dürfe Fragen über die Mutter eines Heimkindes stellen, wenn diese Behörde ermittelt, ob eine Massnahme zum Schutz des Kindes verfügt werden muss. Das Friedensgericht kann sich auch direkt an die Mutter des Kindes und auch an Dritte wenden, die die erforderlichen Auskünfte erteilen könnten. Das Heim muss dem Friedensgericht von Amtes wegen die Fälle von Kindern anzeigen, deren Entwicklung gefährdet erscheint. Daher ist das Heim verpflichtet, die Fragen des Friedensgerichts zu beantworten, und ist **nicht verpflichtet, die Einwilligung** der Mutter des Kindes **einzuholen**.

3.5. Fragebogen zum interkantonalen steuerrechtlichen Wohnsitz

Die Datenschutzbeauftragte äusserte grosse Zweifel an der **Gesetzässigkeit** des Fragebogens und bemerkte, dem Fragebogen müssten Erläuterungen zur Information und zum besseren Verständnis der angesprochenen Personen für den Grund dieses Vorgehens beiliegen. Darin müsste unmissverständlich gesagt werden, dass gewisse Fragen *nicht zwingend* beantwortet werden müssen. Was den Inhalt des Fragebogens betrifft, mit dem die möglichen Steuerpflichtigen für ihre Mitwirkung gewonnen werden sollen, so müssten sich die Fragen auf das unbedingt Notwendige **beschränken** und weitere Fragen der Prüfung des Einzelfalles vorbehalten bleiben.

3.6. Veröffentlichung der Einbürgerungsdekrete auf dem Internet

Die Datenschutzbeauftragte wurde erneut auf diese Veröffentlichung angesprochen. Sie stellte dazu fest, dass im einen Fall das betreffende Einbürgerungsdekret immer noch auf der Website des Staates abrufbar sei. Zwar sei es nicht mehr über das auf dem Internet veröffentlichte Tagblatt des Grossen Rates (TGR) zugänglich, aus dem es gelöscht worden war, hingegen über die Amtliche Sammlung des Kantons Freiburg (ASF), die ebenfalls auf dem Internet veröffentlicht ist und in der sämtliche Einbürgerungsdekrete publiziert seien.

Sie fügte hinzu, dass am 1. Juni 2008 in einer Volksabstimmung über einen Entwurf zur Änderung des Gesetzes über das freiburgische Bürgerrecht abgestimmt werde. Darin werde ausdrücklich bestimmt, dass das Einbürgerungsdekret des Grossen Rates im Amtsblatt veröffentlicht, aber nicht elektronisch publiziert werde. Bei einer Annahme des Gesetzes in der Volksabstimmung wäre also die *Verbreitung über das Internet ganz klar verboten*.

Weiter erwähnte sie, dass die Datenschutzbehörde nach Entscheid der Datenschutzkommission vom vergangenen 22. Januar *erneut bei der Staatskanzlei interveniert* habe, um zu erreichen, dass die **Einbürgerungsdekrete nicht mehr auf der Website publiziert** und diejenigen, die noch auf der Website sind, entfernt würden.

Schliesslich wies sie auch auf die Möglichkeit für die betroffenen Personen hin, gegebenenfalls auf der Grundlage von Artikel 26 DSchG zu *verlangen*, dass der Staat *die Folgen des widerrechtlichen Bearbeitens der Personendaten beseitige* (insbesondere das Einbürgerungsdekret aus Google verschwinden zu lassen). Mit der Entscheidung, die Einbürgerungsdekrete auf seiner Website zu veröffentlichen, was weder zwingend noch notwendig gewesen sei, habe der Staat nach Ansicht der Datenschutzbeauftragten möglicherweise die datenschutzrechtlichen Bestimmungen verletzt.

4. Arbeiten für die Kommission

Die Datenschutzbeauftragte bereitete die Sitzungen und entsprechenden Dossiers vor (namentlich 22 Vernehmlassungsverfahren und Prüfungen von Gesetzesbestimmungen) und sorgte dafür, dass den Kommissionsmitgliedern die Unterlagen, Informationen und Studien zu allgemeinen oder besonderen Fragen zugestellt wurden.

5. Register der Datensammlungen «ReFi»

Die Arbeiten zur Anmeldung der Datensammlungen durch die öffentlichen Organe sind weit

fortgeschritten. Bis jetzt sind 564 Anmeldungen erfolgt. Die von der beauftragten Firma entwickelte Software entspricht ganz den Erwartungen, noch besser mit den Anpassungen nach den ersten Erfahrungen. Sie bringt die erhoffte Arbeitserleichterung und den leichteren Zugang zu den Informationen für alle Internetbenutzer, die ihr Auskunftsrecht geltend machen wollen (Art. 23 DSchG). 2007 wurde die Website 448-mal besucht. Die Internetadresse lautet: <http://www.fr.ch/refi>.

IV. SCHLUSSBEMERKUNGEN

Im Jahr 2008 will sich die Aufsichtsbehörde schwerpunktmässig mit den folgenden Aufgaben befassen:

- Durchführung verschiedener *Kontrollen*, in den Grenzen des zur Verfügung stehenden Budgets;
- Umsetzung der vom Grossen Rat im Rahmen Durchführung der bilateralen Abkommen *Schengen/Dublin* gefassten Beschlüsse betreffend die Revision des DSchG, insbesondere Beschwerderecht der Kommission, Bekanntgabe der von den kantonalen öffentlichen Organen getroffenen Entscheide in Bezug auf den Datenschutz;
- Gewährleistung der weiteren Anmeldung von Datensammlungen (durch die restlichen öffentlichen Organe und die Gemeindeorgane) im *ReFi* im Dienst der Öffentlichkeit dank Internet;
- Ausarbeitung eines speziellen *Memorandums* für die Hochschulen für die Forschungsarbeiten;
- Beendigung der Arbeit am *Leitfaden für die Kontrollen in der Sozialhilfe*;
- Erledigung der Arbeiten, die 2007 nicht durchgeführt werden konnten, insbesondere Aktualisierung der *Website*, Zirkulation der Informationen des *elektronischen Patientendossiers*.

Die kantonale Aufsichtsbehörde für Datenschutz **dankt** allen öffentlichen Organen für die ausgezeichnete Zusammenarbeit und ihre bisherige positive Haltung gegenüber ihrer Datenschutzpflicht. Dieser Dank geht besonders an alle Kontaktpersonen in der Kantonsverwaltung und den kantonalen Anstalten, die die Datenschutzbeauftragte bei der Erfüllung ihrer Aufgaben unterstützen, sowie an alle Gemeinden, die sich für eine eigene Aufsichtsbehörde für Datenschutz entschieden haben.

Anhang: Statistiken

Statistiken 2007

Anfragen / Interventionen	
Stellungnahmen	130 (101) *
Kontrollen	7 (3) *
Gesetzgebung	27 (41) *
Präsentationen	11 (9) *
Total	175 (154) *

- Die Stellungnahmen werden von der Datenschutzbeauftragten abgegeben. Sie umfassen auch die Beratung der öffentlichen Organe und die Auskünfte an Privatpersonen. Sie beziehen sich insbesondere auf die Datenbeschaffung und -bekanntgabe, die Veröffentlichung auf dem Internet, das Auskunftsrecht, die Aufbewahrung, die Vernichtung und die Archivierung, die Sicherheit, das Amts- und das Berufsgeheimnis.
- Der Begriff «Gesetzgebung» umfasst die Beschäftigung mit Gesetzesbestimmungen und Antworten auf Vernehmlassungen.
- Der Begriff «Präsentationen» beinhaltet Referate, Berichte, Studien der Datenschutzbeauftragten sowie ihre Teilnahme an Kolloquien.
- Im Ganzen enthalten sind auch langfristige Dossiers wie beispielsweise das Gesetz über die Information der Öffentlichkeit, Videoüberwachung, Inhalt der Register der Einwohnerkontrollen.

Herkunft der Anfragen / Adressaten der Interventionen			
Kant. Ämter	Gemeinden/Pfarreien	Privatpersonen und private Institutionen	Andere öffentlich- rechtliche Organe
65 (78)*	27 (25)*	52 (37)*	31 (14)*

- Zu den Privatpersonen gehören auch die Staatsmitarbeiterinnen und -mitarbeiter.
- Zu den anderen öffentlich-rechtlichen Organen gehören die kommunalen, kantonalen und die Eidgenössische Datenschutzbehörde sowie die mit öffentlichen Aufgaben betrauten Institutionen.

* Die Zahlen in Klammern stehen für die im Jahr 2006 bearbeiteten Dossiers